



LANDES



SYNDICAT
NATIONAL
DES
FINANCES
PUBLIQUES

TOUS EN GREVE LE 10 OCTOBRE

Les annonces se succèdent à une cadence infernale contre les fonctionnaires et agents publics. Du ministre de l'Action et des Comptes publics qui a confirmé le gel de la valeur du point d'indice pour 2018 et la réinstauration d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, au Président de la République qui veut différencier la valeur du point d'indice dans les 3 versants de la Fonction Publique, la coupe est pleine.

Et ce sans compter les suppressions d'effectifs à venir et la future hausse de la CSG.

Il est parfaitement inacceptable que le gouvernement cherche, au travers de ces nouvelles mesures, à faire des économies supplémentaires sur le dos des agents et des usagers !

Il est également inacceptable pour les agents de la DGFIP d'absorber en 2018 la quasi totalité des 1640 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État. Cela équivaut à rayer de la carte les DDFIP de l'Aveyron, de la Lozère, du Cantal, des Ardennes, des Alpes de Haute Provence et de l'Ariège.

Il est hors de question de supporter encore une dizaine ou une vingtaine de suppressions d'emplois dans les Landes, des réorganisations incessantes et hasardeuses, ainsi qu'un dialogue social d'opérette !

Au regard de ces attaques simultanées contre le statut général des fonctionnaires et contre leur pouvoir d'achat et leur carrière, nos organisations syndicales tiennent à rappeler leurs principales revendications :

- Renforcement du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers.
- Défense de la revalorisation unique et uniforme de la valeur du point d'indice.
- Ouverture de négociations sur l'amélioration significative des carrières avec des grilles indiciaires attractives.
- Suppression du jour de carence.
- Arrêt des suppressions de postes et créations d'emplois statutaires.
- Mesures fortes pour promouvoir l'égalité professionnelle.
- Maintien des régimes particuliers des retraites et refus du système de la retraite par points.
- Non à la hausse de la CSG et au transfert des cotisations sociales vers la CSG.
- Maintien du financement de la sécurité sociale par les cotisations sociales.
- Retrait des ordonnances qui préfigurent la destruction du statut de la Fonction Publique.
- Pour un code du travail protecteur au XXIème siècle

La prise en compte de ces revendications permettrait d'assurer l'indépendance, la continuité, la proximité et la qualité des Services Publics et de stopper le processus de privatisation.

Forts de ces revendications partagées, nous souhaitons, dans l'unité la plus large, mettre tout en œuvre pour faire échouer ces attaques sans précédent contre les fonctionnaires et la Fonction Publique.

**MANIFESTATION MARDI 10 OCTOBRE
à MONT DE MARSAN, 10H30 PLACE DES ARENES**

**HMI vendredi 6 à Morcenx à 14h30,
Lundi 9 à 10h30 à Dugas, lundi 9 à 15h à Dax**